

«une discipline proche du pouvoir, et peu accueillante envers les femmes»

Entretien réalisé par C. M.

15 avril 2021

[L'Humanité Dimanche](#)

Hélène Périvier, spécialiste des politiques publiques et de l'État social à l'**OFCE**, dénonce le manque d'ouverture d'une science pensée par et pour les hommes. L'économie prétend à la neutralité mais reste soumise à des biais socio culturels et politiques. Sa rencontre avec le féminisme apporterait des réponses pertinentes pour lutter contre les inégalités.

Hélène Périvier

Économiste à l'**OFCE**, directrice du programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre de Sciences-po

Un quart des économistes dans le monde sont des femmes. En France, elles représentent 32 %, et cette part se réduit en fonction du grade universitaire. Elles ne sont, par exemple, que 22 % des professeurs. L'économie se distingue des autres sciences sociales, car elle a tenté de se rapprocher des sciences dures; l'usage des mathématiques a favorisé cette quête. Cette discipline est aussi proche du pouvoir. Les économistes sont écoutés, beaucoup plus que les autres scientifiques. Tout ceci en fait une science perçue comme masculine, mais ce n'est pas une explication suffisante. Cette discipline est aussi peu accueillante pour les femmes. Les chercheuses se font interrompre par leurs collègues hommes, la qualité de leurs travaux est plus souvent remise en cause...

L'économie féministe est présentée, depuis 2006, comme une nouvelle branche, ce qui d'un côté est une dynamique positive de reconnaissance de cette perspective, mais elle devrait être une perspective transversale.

Au XIXe siècle se sont cristallisées diverses positions idéologiques et théoriques, et nous observons, tant du côté marxiste que du côté libéral, la transversalité de la pensée féministe. Selon les marxistes, il existe une double oppression: celle du capitalisme et celle du patriarcat, avec l'idée que le mariage bourgeois s'inscrit dans la logique de la propriété privée et de sa transmission. Cela les a conduits à penser que la lutte des classes conduirait à l'égalité des sexes. Pourtant, ce n'est pas ce qui s'est passé.

Chez les libéraux, le penseur féministe John Stuart Mill estime que l'égalité des droits permettra l'égalité des sexes. Mais il ne voit pas ce que la société produit d'inégalités, comme de discriminations. Si les femmes sont libres de choisir de se marier, elles devront opter pour ce modèle assujettissant du soin aux enfants. Il n'arrive pas à penser l'égalité dans la famille.

Au XXe siècle, le modèle néoclassique de l'homo œconomicus pensé comme la rationalité associée aux hommes a migré vers une forme de masculinité neutre. Le modèle néoclassique n'interroge pas les conditions dans lesquelles les individus peuvent exercer cette rationalité. Or, dans un monde où ces libertés sont actées dans la loi, le niveau d'inégalité s'explique par la structure sociale. Cela, le modèle néoclassique peine beaucoup à le concevoir, car il ne pense pas trop les interactions entre les individus. L'approche néolibérale ne peut donc pas

être compatible avec l'approche féministe qui fait de l'égalité un principe de justice au service duquel est la concurrence.

Dans les années 1970, les féministes marxistes ont mis en avant le travail reproductif, c'est-à-dire tout le travail nécessaire pour faire tourner le ménage et élever les enfants... Elles ont appliqué les concepts d'oppression dans le rapport de production de Marx, mais à la sphère domestique. Dans la France du début XXe siècle, le travail domestique n'est ni reconnu ni rémunéré. À partir des années 1930, mais surtout après la Seconde Guerre mondiale, les politiques publiques opèrent une large redistribution en faveur des foyers où la femme se concentre sur le travail domestique et l'homme sur le travail marchand. Ce modèle, dit de «Monsieur Gagnepain», reconnaît et rétribue le travail domestique, mais il est clairement assujettissant pour les femmes. Il n'est pas pensé pour les émanciper. Le travail domestique représente aujourd'hui 17 % à 20 % du PIB, ce qui reste très important.

Au XIXe siècle, Julie-Victoire Daubié montre que les chocs économiques touchent plus l'emploi des femmes que celui des hommes. Mais, depuis cette époque, les choses ont changé. Durant la grande récession de 2008, l'emploi des hommes a été plus frappé que celui des femmes en Europe. En revanche, la phase d'austérité qui a suivi a davantage affecté l'emploi des femmes, surtout en Grèce, en Espagne ou en Italie...

Pour ce qui est de la crise actuelle, nous n'avons pas suffisamment de données consolidées pour savoir si l'emploi des femmes a été beaucoup plus affecté que celui des hommes. En revanche, nous avons des données sur le télétravail durant les confinements. Les femmes télétravaillent davantage que les hommes, tout en gérant, plus encore que d'habitude, ce qui se passe dans la famille. De plus, lorsque dans les couples les deux sont en télétravail, les études ont révélé que les femmes ont moins d'espace pour travailler. Enfin, en cas de fermeture des écoles, ce sont elles qui s'occupent majoritairement de l'éducation des enfants et des tâches ménagères, plus lourdes encore lorsqu'une famille est confinée.

Il y a dans nos politiques redistributives des mécanismes régressifs comme le quotient conjugal. Le quotient conjugal consiste à attribuer deux parts fiscales à des couples mariés ou pacsés qui déclarent conjointement leurs ressources. Lorsque les revenus des deux conjoints sont inégaux, cela conduit à réduire le montant d'impôt sur le revenu. Cette baisse associée au quotient conjugal est d'autant plus importante que les revenus du couple sont élevés, car il n'est pas plafonné, contrairement au quotient familial. Ce système a été pensé dans les années 1950, en cohérence avec l'idée que si madame ne travaille pas alors elle constitue une charge pour son mari, ce qui doit être pris en compte dans le calcul de l'impôt. Le réformer est une façon de repenser l'émancipation économique des femmes, mais aussi de récupérer des recettes fiscales.

«L'Économie féministe», d'Hélène Périvier. Presses de Sciences-po, 2020, 224 pages, 16 euros.